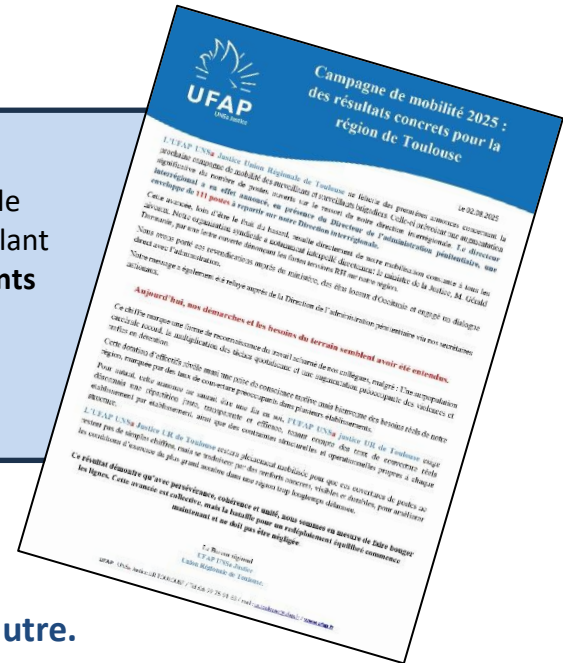


En août 2025, l'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse prenait acte de l'ouverture de **111 postes** à la campagne de mobilité, tout en rappelant qu'à cette date, notre région comptait déjà plus de **400 postes vacants tous corps confondus**. Nous voulions y voir un début de prise en compte, certes tardive, mais réelle, de la situation vécue dans nos établissements.



Aujourd'hui, le constat est tout autre.



Avec environ 400 postes vacants, dont près de 250 chez les personnels de surveillance, la prochaine campagne de mobilité n'offre que **11 postes sur notre DI**. Ce chiffre vient confirmer ce que l'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse dénonce depuis longtemps : Notre ministère et la DGAP n'ont toujours pas pris la mesure de la situation de nos établissements, ni des conséquences concrètes de leurs choix sur le quotidien des agents.

Ouvrir sans recruter, c'est travailler à l'envers

Il ne s'agit en rien de contester l'ouverture de nouveaux établissements ou de nouvelles structures. Comment s'opposer à la création de places lorsqu'elle permet de réduire la surpopulation, de faire reculer les matelas au sol et, à terme, d'améliorer les conditions de travail des personnels. Le problème, c'est d'ouvrir sans créer, dans le même temps, les emplois nécessaires pour faire fonctionner correctement les structures existantes et celles qui arrivent.

À force de poursuivre une politique immobilière sans politique RH à la hauteur, l'administration ne règle pas les difficultés : elle les déplace, elle les prolonge et pire elle les aggrave. Les établissements déjà en tension restent sous-dotés, les équipes continuent à travailler en sous-effectif chronique, les organisations de service restent dégradées, et les personnels de tous corps et grades voient leurs conditions de travail se détériorer.

Sur notre région, cette réalité se traduit chaque jour par des établissements au bord de l'implosion avec des équipes épuisées qui subissent quotidiennement la pression d'un fonctionnement dégradé qui devient une règle quotidienne plutôt que l'exception de l'urgence, les services sont bricolés, les repos supprimés et les conditions de travail ne cessent de se dégrader. **La région de Toulouse n'a pas besoin qu'on lui explique les conséquences du manque d'effectifs : elle les subit déjà pleinement au quotidien et depuis déjà trop longtemps !!!**

Derrière les chiffres, des vies bloquées



Cette campagne de mobilité au rabais ne pénalise pas seulement les établissements. Elle anéanti aussi des espoirs et repousse les projets. Derrière ce choix de l'administration, il n'y a pas seulement le constat d'une mauvaise gestion : il y a surtout une absence totale de considération pour ce que vivent réellement les personnels. Des femmes et des hommes qui restent loin de chez eux, parfois loin de leur famille et loin de leurs proches, souvent depuis des années, en voyant se refermer encore un peu plus et qui voient encore aujourd'hui s'envoler la possibilité de rejoindre enfin leur région ou un établissement plus proche.

Derrière les tableaux Excel et les portes des bureaux feutrés de ceux qui imposent leur décision, il y a des agents qui attendent, qui s'usent, et à qui l'on demande encore de patienter pendant que les besoins, eux, sont parfaitement connus.

On ne peut pas, d'un côté, parler d'attractivité, de fidélisation, de reconnaissance, de qualité de vie au travail, et de l'autre, fermer ainsi les portes de la mobilité à des agents qui attendent simplement de pouvoir rentrer chez eux. On ne peut pas continuer à demander toujours plus à des personnels déjà usés, tout en leur refusant l'une des seules perspectives concrètes qu'ils peuvent encore espérer.

Un choix politique assumé ?

Ce que l'**UFAP UNSa Justice UR de Toulouse** dénonce n'est donc pas un simple décalage technique ou un mauvais calibrage administratif. C'est un choix politique : celui de laisser les établissements sous tension, de faire porter aux personnels les conséquences d'une politique de développement non accompagnée, et d'ouvrir, d'annoncer, d'inaugurer sans garantir derrière les moyens humains indispensables. C'est aussi le choix d'ignorer, une fois encore, la réalité humaine qui se cache derrière les campagnes de mobilité.

L'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse refuse cette logique.

Depuis des années, la colère monte dans les établissements.

À force d'ignorer les signaux d'alerte, de ne pas entendre les personnels et de mépriser ce qu'ils vivent au quotidien, l'administration devra désormais faire face à leur colère et y répondre.

L'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse soutiendra l'ensemble des mobilisations, des contestations et des mouvements qui ne manqueront pas d'émerger partout où les personnels refuseront, une fois de plus, de payer le prix de cette politique.

Pour le Bureau Régional
UFAP UNSa Justice UR de Toulouse
Les Secrétaires Généraux

